

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 27 OCTOBRE 2010

WOENSDAG 27 OKTOBER 2010

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 15 h 32 par M. Ben Weyts, président.

Le **président**: La question n° 141 de Mme De Bue est convertie en question écrite. Mme Dierick n'étant pas présente, elle ne peut poser sa question n° 379.

01 Questions jointes de

- **M. Éric Jadot** à la ministre de l'Intérieur sur "les interventions de la police fédérale et locale au sein des établissements pénitentiaires en grève" (n° 437)

- **Mme Carina Van Cauter** à la ministre de l'Intérieur sur "l'intervention de la police lors de grèves dans les prisons" (n° 582)

01.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Ces dernières semaines, les mouvements sociaux dans les établissements pénitentiaires se sont intensifiés, ce qui occasionne des interventions de la police pour assurer la garde des détenus. Les mouvements de grogne de détenus nécessitent aussi l'intervention de la police. C'est un cercle vicieux engendré par le sous-effectif récurrent du cadre, entraînant à son tour la rébellion de prisonniers, d'autant plus difficile à gérer pour ces agents qu'ils se trouvent en sous-nombre.

Votre département prévoit-il une formation spécifique à ces interventions de policiers? Les droits des détenus et l'aspect médiation y sont-ils abordés? Une évaluation de leurs actions est-elle mise en place? Pouvez-vous m'éclairer sur les ordres de missions des policiers qui sont intervenus récemment à Tournai, Mons et Nivelles? Comment collaborent-ils avec la direction des établissements concernés?

01.02 Carina Van Cauter (Open Vld): Ce protocole d'accord est-il efficace? Note-t-on une baisse du nombre d'interventions de la police dans les prisons? Il m'apparaît que les actions syndicales s'enchaînent à un rythme soutenu et que le protocole d'accord est un échec. Si tel est bien le cas, ne devrait-on pas durcir la réglementation et imposer un service minimum?

01.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): En cas de grève dans les prisons, la police intervient afin d'assurer la sécurité. Le but n'est donc pas de former les policiers à la fonction de gardien de prison. Cependant, les policiers doivent respecter les droits fondamentaux des détenus et appliquer les règles de déontologie instruites au cours de leur formation. À la suite des incidents de 2009, j'ai demandé une enquête par le Comité P. Dans un premier rapport du 11 juin 2010, le Comité P conclut que la plupart des interventions policières se font correctement. Ce rapport permet de réaliser les évaluations nécessaires. Les interventions policières auxquelles vous faites allusion se basent sur l'article 23, alinéa 3, de la loi sur la fonction de police, les articles 61 et 62 de la loi sur la police intégrée et la circulaire MFO-1 du ministre de la Justice.

Concernant la collaboration avec la direction de l'établissement, chaque prison dispose de plans d'intervention de la police.

Ces plans sont mis à jour en concertation avec la direction de l'établissement pénitentiaire et la police locale.

(En néerlandais) Les grèves dans les prisons génèrent un lourd surcroît de travail pour la police. C'est pourquoi le ministre de la Justice a déjà pris des initiatives. Le protocole relatif à la maîtrise de conflits du 19 avril 2010, signé entre le ministre et les syndicats, s'est toutefois déjà révélé inefficace à plusieurs reprises. Des grèves sauvages continuent d'éclater et le climat social ne semble pas s'améliorer.

Un recours important à des policiers reste donc nécessaire: pour le seul mois d'octobre, il s'agit de 2 716 policiers et de 27 000 heures de prestations. Je fournirai à la commission un tableau de l'ensemble des renforts de police demandés au cours des dernières années. On pourra en déduire que la situation prend progressivement des proportions dramatiques: il y a eu 112 jours d'intervention en 2010.

Cela nuit évidemment aux missions de base de la police, plus particulièrement lorsque des sommets européens ont lieu en même temps. Je reste convaincue qu'il faudra trouver un meilleur équilibre entre le droit de grève des gardiens de prison et l'organisation des services ordinaires au sein des prisons.

C'est pourquoi je plaide pour l'instauration d'une mesure structurelle contraignante. Étant donné que le protocole ne produit pas suffisamment d'effets, le service minimum, tel qu'il est également appliqué dans les hôpitaux et au sein des services de police, me semble constituer la seule solution.

01.04 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): L'inquiétude que vous manifestez est aussi présente chez les gardiens de prisons et les policiers.

Le prochain gouvernement devra prendre à bras-le-corps la totalité du problème "prisons".

01.05 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Nos craintes se justifient: le protocole ne fonctionne pas. Il convient de prendre d'urgence une initiative législative. Notre groupe agira en ce sens.

01.06 **Annemie Turtelboom**, ministre *(en néerlandais)*: À titre d'information complémentaire, il y a eu autant d'interventions entre le 1^{er} et le 22 octobre que durant toute l'année 2009.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Dierick est absente. Sa question n° 379 a déjà été reportée. Elle est dès lors sans objet. N'étant pas présente, elle ne peut poser non plus sa question n° 445. M. Logghe n'étant pas présent, il ne peut poser sa question n° 470.

02 Questions jointes de

- **M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "les statistiques publiées récemment concernant les vols dans les magasins en Belgique" (n° 460)**

- **M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "les 842 millions d'euros de marchandises volées cette année" (n° 470)**

02.01 **Siegfried Bracke** (N-VA): À en croire un institut international britannique, la Belgique détient avec le Luxembourg le record pour l'Europe occidentale du nombre de vols à l'étalage. La police et le parquet semblent toutefois négliger ce phénomène, ce qui se traduit par un nombre limité de dépôts de plaintes et réduit ainsi à néant les chances d'en faire un problème prioritaire. Le parfait cercle vicieux.

Que peut faire la ministre pour briser ce cercle vicieux? Comment simplifier la procédure de dépôt de plainte par le biais de police-on-web? Ne serait-il pas opportun de mobiliser davantage de policiers durant les pics de fréquentation des magasins? La politique de poursuites peut-elle accorder la priorité à ce problème? La méthode néerlandaise démontre que la poursuite de forfaits mineurs a des effets positifs.

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'étude à laquelle M. Bracke fait référence est financée et publiée par Checkpoint Systems, une société qui vend des systèmes de surveillance. L'ASBL Prévention et Sécurité, qui publie régulièrement des statistiques et reçoit à cet effet des chiffres de grandes chaînes de magasins, constitue une source d'informations plus fiable. Ces dernières années, cette ASBL constate une légère diminution du nombre de vols à l'étalage. Le nombre de déclarations faites à la police a toutefois augmenté, ce qui pourrait indiquer que la propension à déclarer les vols ne faiblit pas chez les commerçants.

Chaque déclaration est importante pour pouvoir évaluer l'ampleur du problème. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé l'année passée une campagne dans le cadre de laquelle nous avons distribué gratuitement des lecteurs de cartes afin de permettre aux commerçants de déclarer un vol sans quitter leur magasin.

Les priorités du Plan national de sécurité sont fixées en collaboration avec le SPF Justice, en fonction de l'ampleur et de l'impact des phénomènes. C'est précisément pour cela que les déclarations sont cruciales. Ce qui ne figure pas dans les statistiques ne pourra jamais devenir une priorité dans le Plan national de sécurité.

Pour les vols à l'étalage dont l'auteur est connu, ce sont les formulaires de constat standardisés de l'ASBL Prévention et Sécurité qui sont utilisés. J'ai demandé à cette ASBL de passer des accords avec la police et le parquet, de façon à ce que tous les constats se retrouvent dans la banque de données de la police.

Depuis quelques années, nous menons, en collaboration avec des organisations d'indépendants, une politique intégrée en matière de sécurité afin de lutter contre le phénomène des vols à l'étalage. L'approche policière ne constitue pas le seul – ni toujours le meilleur – moyen de lutter contre ce phénomène. C'est pourquoi un groupe de travail réunissant des représentants de l'ASBL Prévention et Sécurité, de la Fedis, de la police et du parquet se penche sur cette question depuis plusieurs années déjà.

Dans un premier temps, une analyse du problème a été réalisée, de nouvelles mesures ont été prises et d'anciennes mesures ont été renforcées. La collaboration est très concrète et porte souvent sur des détails qui peuvent faire la différence.

Comme les années précédentes, nous allons, cette année encore, envoyer aux zones de police une circulaire dans laquelle nous leur demanderons de renforcer la vigilance policière dans les rues commerçantes durant la période des fêtes de fin d'année, traditionnellement très chargée.

Je vous donne également la réponse du ministre de la Justice concernant la politique des poursuites dans le cadre des vols à l'étalage. Une enquête réalisée en 2006 auprès des parquets révèle que tous les arrondissements sans exception donnent systématiquement, adéquatement et assez uniformément suite aux affaires liées à ce type de vols. Les acteurs du Réseau d'expertise Politique criminelle et procédure pénale s'emploient à élaborer une directive sur le recours à la transaction, à savoir l'extinction de l'action publique par le paiement d'une amende pécuniaire. Cette directive a déjà fait l'objet de discussions à l'échelle des ressorts dans le cadre de la concertation entre les procureurs généraux et les procureurs du Roi. Une liste de bonnes pratiques concernant le mode de traitement de ces affaires a également été examinée dans ce contexte. Une enquête est également en cours au sein du réseau en vue d'élaborer une directive en matière de politique criminelle générale pour les formes d'infractions les plus courantes.

02.03 Siegfried Bracke (N-VA): En réalité, la situation évolue favorablement. La police obtient des résultats et la politique des poursuites porte ses fruits mais je m'étonne que les médias semblent ignorer les efforts déployés.

02.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les journalistes ne sont pas nécessairement friands de bonnes nouvelles!

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 379 de Mme Dierick est retirée et sa question n° 445 est reportée.

03 Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des partis politiques et la notion de don" (n° 485)

03.01 André Frédéric (PS): Le financement des partis politiques est régi par la loi du 4 juillet 1989, qui précise que "seules des personnes physiques peuvent faire des dons à des partis et à leurs composantes, à des listes, à des candidats et à des mandataires". Et que "les prestations gratuites ou effectuées pour un montant inférieur au coût réel par des personnes morales, physiques ou des associations de fait sont assimilées à des dons."

Or, dans certaines communes, des formations politiques se confondent avec des associations ou entreprises dont l'objet social n'a rien à voir avec l'action politique et la propagande électorale. La publicité pour l'un équivaut ainsi à une publicité pour l'autre.

Au regard de la loi relative au financement des partis politiques, peut-on considérer qu'une confusion de personnalité entre une entité privée et une formation politique équivaut à un don d'une personne morale à un parti politique? Comptez-vous modifier la législation pour interdire de telles pratiques?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): La loi du 4 juillet 1989 ne règle pas spécifiquement la notion de mise à disposition par une personne morale de son image à des fins politiques.

La pratique parlementaire confie habituellement l'interprétation et les propositions de modification de cette loi du 4 juillet 1989 à la commission des Dépenses électorales et de la Comptabilité des partis politiques. Je vous propose d'inviter cette commission à examiner ce problème et, au besoin, à proposer au Parlement les modifications législatives nécessaires.

03.03 André Frédéric (PS): Comme je siège dans cette commission, je vais m'y employer.

L'incident est clos.

04 Question de M. Franco Seminara à la ministre de l'Intérieur sur "l'incident à la centrale nucléaire de Tihange et l'information fournie à la population" (n° 486)

04.01 Franco Seminara (PS): Le récent incident à la centrale nucléaire de Tihange a une nouvelle fois mis en lumière les risques inhérents aux activités de production d'énergie nucléaire.

Président: André Frédéric.

Quelles sont les mesures de sécurité mises en place par vos services pour faire face à un incident nucléaire?

Quelles sont les procédures impliquant les pouvoirs locaux?

Quelle est l'information mise en place, eu égard aux populations riveraines des sites nucléaires?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Cet incident s'est produit le 15 octobre dans la salle des turbines de la troisième unité de la centrale à un moment où elle était à l'arrêt pour des opérations de révision. Il ne présente aucun lien avec le caractère nucléaire de la centrale. Les chiffres de l'industrie nucléaire en matière d'accidents de travail sont particulièrement bons par rapport à ceux du secteur non nucléaire.

L'Agence fédérale de contrôle nucléaire n'a pas répertorié cet incident comme susceptible d'entraîner des conséquences pour la sûreté nucléaire. Il n'a donc pas été classé sur l'échelle INES.

Président: Ben Weyts.

Le plan d'urgence interne de la centrale a été déclenché, mais pas le plan d'urgence nucléaire fixé par l'arrêté royal du 17 octobre 2003. Ce déclenchement s'accompagne de notifications auprès des instances locales concernées. Ce type d'incident est aussi toujours notifié aux autorités fédérales.

Chaque incident nucléaire passe au niveau INES 1 ou supérieur sur l'échelle INES. Il donne automatiquement lieu à un communiqué de presse et à une publication sur le site web de l'AFCN. La communication régulière avec la population locale relève de la responsabilité de l'exploitant.

Une nouvelle grande campagne d'information est en préparation. Elle s'accompagnera d'une distribution de comprimés d'iode dans le courant du premier semestre de 2011.

L'incident est clos.

05 Question de M. Éric Thiébaut à la ministre de l'Intérieur sur "les accords de coopération pour améliorer la sécurité dans et aux abords des gares" (n° 507)

05.01 Éric Thiébaut (PS): D'après la porte-parole du groupe SNCB, 39 accords de coopération (pour améliorer la sécurité dans et aux abords des gares) ont été conclus depuis 2009, et une dizaine d'autres ont été mis en chantier. Les partenaires de cette coopération sont les services de sécurité de la SNCB, les polices locale et fédérale et le parquet, complétés par les autorités locales et communautaires ainsi que par d'autres partenaires comme De Lijn et les TEC.

En quoi consistent les accords de coopération sur le terrain? L'ensemble du réseau ferroviaire belge sera-t-il concerné?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): En 2009, le SPF Intérieur a commandé un programme de recherche consacré à la sécurité dans les transports publics, dans le but d'inventorier l'ensemble des acteurs qui exercent des tâches de sécurité dans les gares, d'analyser les diverses formes de collaboration ainsi que de développer un modèle de coopération idéal.

Le modèle de collaboration élaboré par l'équipe de recherche a inspiré le modèle de collaboration de la SNCB. De nombreuses mesures sont réglées dans les protocoles d'accord que la SNCB conclut au niveau local (interventions en cas d'incident, mesures urgentes en cas d'accident de circulation, surveillance à titre préventif, collaboration avec le service de gardiennage interne).

Pour plus de détails, je vous renvoie à ma collègue de la Fonction publique et des Entreprises publiques.

05.03 Éric Thiébaut (PS): Je peux vous dire, en tant que président d'une zone de police, que toutes les zones n'ont pas été contactées par les gestionnaires du réseau.

L'incident est clos.

06 Question de M. Damien Thiéry à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation du Taser par les unités spécialisées des zones de police locale" (n° 529)

06.01 Damien Thiéry (MR) (en néerlandais): Je commence toujours en néerlandais avant de poursuivre en français. J'essaie d'être concis.

(En français) La presse a fait état de votre intention de doter les équipes spécialisées des zones de police locale d'armes électriques de neutralisation momentanée (Taser).

Une étude publiée en 2009 par le Groupe d'étude des systèmes à létalité réduite recommande d'éviter en général l'acquisition de ces armes par les forces de l'ordre; elle recommande cependant une autorisation d'acquisition et d'utilisation en faveur des unités spécialisées des polices locales, un entraînement suffisant et un encadrement par une commission de suivi.

Le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe recommande de son côté qu'une réglementation stricte limite le recours à ces armes aux cas de stricte nécessité, c'est-à-dire en cas de danger réel et immédiat pour la vie ou risque évident de blessure grave, excluant leur utilisation dans le seul but d'obtenir l'obéissance à une injonction ou lorsque d'autres moyens moins coercitifs ont échoué ou sont inutilisables.

La Commission Armement de la police a-t-elle déjà rendu son avis motivé en la matière? Peut-elle assurer l'encadrement recommandé par le Groupe d'étude des systèmes à létalité réduite?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): J'envisage effectivement une extension limitée de l'utilisation du Taser, soit 200 personnes sur 35 000 agents (0,6 %), et seulement sur demande des zones. Les conditions d'habilitation seront très strictes tant pour ce qui est des circonstances d'utilisation, de la formation (plus longue chez nous que dans les autres pays), de l'autorisation ministérielle individuelle et de l'enregistrement et de l'évaluation de chaque utilisation. La Commission Armement assurera l'encadrement et rendra un avis circonstancié pour chaque demande émanant d'une zone.

Nous examinerons à quel niveau les mesures devront être prises: loi ou texte réglementaire, notamment pour la durée maximale de la décharge électrique.

06.03 Damien Thiéry (MR): Les services de la ministre pourraient-ils relire le rapport du Conseil de l'Europe sur le Taser afin que nous soyons sûrs de rester sur la même longueur d'onde?

L'incident est clos.

07 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "l'instauration d'un système de traitements fonctionnels au sein de la police" (n° 554)

07.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Dans son rapport du 28 mai 2009, le Conseil fédéral de police considère qu'il faut réfléchir avec soin à un système de rémunération fonctionnelle, tant pour le cadre opérationnel que pour les cadres administratif et logistique. L'objectif serait de créer une rémunération propre à chaque fonction exercée en se basant sur les activités exercées par chaque policier et sur sa contribution effective au fonctionnement de l'organisation. Ce système éliminerait le critère injuste du grade et le remplacerait par le critère de la prestation. Enfin, il aurait pour effet de limiter à quelques suppléments de traitements la longue liste des allocations et indemnités.

Des mesures ont-elles été adoptées pour instaurer un système de traitements fonctionnels? Un système de rémunération fonctionnelle a été instauré pour le personnel CALog de niveau A. Ce système sera-t-il étendu à l'ensemble du personnel CALog? L'instauration du tel système va-t-elle entraîner un coût supplémentaire pour les budgets fédéraux ou locaux? Dans quel délai ce nouveau système serait-il mis en application?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La mise en place d'un système de rémunération fonctionnelle est un exercice délicat auquel il faut réfléchir posément. Cette problématique est étroitement liée au projet stratégique sur la formation et la gestion des compétences mené par la police intégrée. Une fois l'ensemble des prémisses connues, il sera plus facile de mettre sur pied un système de rémunération fonctionnelle basé sur une approche globale des fonctions au sein de la police locale et fédérale.

Quant au système de pondération des fonctions CALog de niveau A, il ne se prête pas à être appliqué aux autres niveaux ni, *a fortiori*, au cadre opérationnel. Ce système fait l'objet d'une évaluation qui touche à sa fin.

Quant au délai et aux coûts du système de traitement fonctionnel, vous comprendrez qu'il s'agit d'un dossier à long terme qui ne sera pas sans incidence budgétaire.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "la formation policière" (n° 555)

08.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): De nombreuses critiques peuvent encore être formulées à l'égard de la formation policière. Le rapport du Conseil fédéral de police en évoque quelques-unes.

L'implémentation des mesures contenues dans l'arrêté royal du 6 avril 2008 relatif aux standards de qualité et aux normes pédagogiques et d'encadrement des écoles de police fait partie des principes mis en avant en matière de formation dans la note de politique générale du 13 novembre 2009.

Des mesures concrètes ont-elles été ou seront-elles adoptées afin d'évaluer la qualité des chargés de cours? Quelles mesures seront-elles mises en place pour veiller au maintien de cette qualité? Quelles mesures seront-elles adoptées en vue d'uniformiser les formations offertes par les différentes écoles de police? Envisagez-vous de définir des normes minimales de qualité? Envisagez-vous de rédiger des syllabi qui soient identiques pour l'ensemble des écoles de police? Les formations sont-elles adaptées afin d'intégrer davantage l'apprentissage du droit pénal et du droit de la procédure pénale? Enfin, pouvez-vous nous indiquer si des mesures sont actuellement à l'étude afin de réduire le coût des formations?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Outre les formations relatives aux aptitudes pédagogiques et didactiques suivies par les chargés de cours, la plupart des écoles demandent aux étudiants de remplir un formulaire afin d'évaluer la formation. Les résultats de cette évaluation permettent un réajustement si nécessaire.

Depuis plusieurs années, des mesures ont été prises pour uniformiser les formations. Tout d'abord, la direction de la formation de la police a rédigé plusieurs brochures de référence. Ensuite, le groupe de travail "formation de base" analyse actuellement les programmes de formation et a pour mission d'en uniformiser différents aspects. Par ailleurs, une épreuve a été réalisée, fin 2009, afin d'évaluer les connaissances des aspirants inspecteurs en fin de formation. Cette épreuve a mis en exergue l'homogénéité des résultats entre les écoles.

Actuellement, la direction de la formation est en train d'élaborer un manuel de droit pénal à vocation pragmatique.

Enfin, la cellule "veille de qualité" de la police fédérale veille à ce que les normes minimales de qualité soient respectées.

Un groupe de travail a été chargé de formuler des propositions concrètes autour du thème du financement.

08.03 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Vous n'avez pas répondu sur la réduction du coût des formations, qui diffère selon les écoles de police.

08.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Cela dépend de ce que la province octroie aux écoles de police.

08.05 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): J'espère que nous irons vers une uniformisation, afin que toutes les zones de police aient la même chance.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "les directives du gouvernement fédéral dans le cadre de l'élaboration du budget de la police" (n° 556)

09.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Suite au contrôle budgétaire du 20 et du 21 mars 2010, le gouvernement a décidé de débloquent des moyens supplémentaires afin d'améliorer le fonctionnement intégré des services de police.

Quel est l'état d'avancement du recrutement des 300 nouveaux policiers? Quelle est la répartition entre le personnel venant de l'armée, celui provenant de la mobilité et celui provenant du recrutement extérieur? Les nouvelles recrues provenant de l'armée sont-elles occupées à la surveillance des ambassades et des cabinets, comme prévu? Combien de policiers ont-ils été recrutés au profit des zones de police? Quelles zones de police ont-elles bénéficié de la mesure?

Le cadre du corps de sécurité ayant pour mission le transfert de détenus est aujourd'hui incomplet. Une des priorités était de faire passer de 350 à 380 le nombre d'agents de sécurité. Quel est l'état d'avancement de ce dossier? De quel nombre de personnel policier se compose la réserve fédérale actuelle? À qui les gilets pare-balles sont-ils octroyés?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): En ce qui concerne les 200 recrutements planifiés, 83 ont déjà été réalisés, 51 via la mobilité et 32 via le recrutement externe. Les emplois qui n'ont pas encore été prévus font l'objet des procédures de mobilité et de recrutement qui vont bientôt aboutir. Ces emplois seront pourvus pour le début 2011.

En ce qui concerne les 100 militaires, les budgets ont été inscrits du côté du ministère de l'Intérieur. Du côté de la Défense, la base légale, indispensable, fait toujours défaut.

Le projet d'arrêté royal fixant les modalités statutaires du transfert est prêt à être soumis à la négociation syndicale.

En ce qui concerne le recrutement pour la police locale, l'enveloppe de 7,7 millions d'euros correspond à une capacité supplémentaire de 175 équivalents temps-plein pour la police locale. Compte tenu de la période d'affaires courantes, la décision relative aux modalités et aux conditions d'attribution doit encore être prise.

Votre question concernant le corps de sécurité relève de la compétence de mon collègue de la Justice.

Concernant la réserve générale, la DAR compte 553 membres du personnel et le CIK, 500 membres. Dans l'accord sectoriel, l'engagement a été pris de fournir un gilet pare-balles à tous les aspirants. Les normes y relatives sont déjà négociées avec les organisations syndicales et le marché public a été lancé. Les aspirants qui sortiront de la formation de base en 2011 seront donc dotés d'un gilet individuel.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "la nouvelle formule de financement fédérale pour les zones de police" (n° 557)

10.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): La norme KUL permet de répartir la capacité policière au sein de la police locale et de lui fournir l'appui financier fédéral. Le point de départ pour la détermination de cette norme était équitable. Mais le mécanisme de financement actuel présente nombre de lacunes.

Un consortium d'universités a suggéré d'abandonner le concept de la norme KUL et d'adopter une nouvelle formule plus appropriée, s'inscrivant dans une approche fonctionnelle du financement de la police locale. Sous la précédente législature, vous aviez indiqué qu'il fallait définir, au préalable et objectivement, une capacité policière minimale pour l'accomplissement de la fonction de base en tenant compte de l'environnement dans lequel la police locale exerce sa mission.

Où en est la nouvelle étude relative à une nouvelle loi de financement? Pourra-t-on disposer, pour la fin 2010, de l'étude relative à la capacité policière minimale pour l'accomplissement de la fonction de base?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La recherche scientifique visant à définir la capacité opérationnelle nécessaire de chaque zone de police a débuté le 1^{er} mai. Ses conclusions sont attendues pour avril 2011.

L'objectif initial était de la faire débiter plus tôt, mais un premier rappel au monde académique ne l'a pas permis.

Par ailleurs, l'on souhaitait que la recherche puisse s'appuyer sur les résultats d'une autre recherche, entamée le 1^{er} octobre 2009, pour dresser l'inventaire complet des tâches policières accomplies actuellement.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme du statut disciplinaire des membres du personnel des services de police" (n° 558)

11.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Le conseil fédéral de police a été chargé d'effectuer une évaluation des dix ans de la réforme de la police. Un des points concerne l'évaluation de l'actuel statut disciplinaire.

Où en est la réforme du statut disciplinaire? Qui est en charge de cette réforme? Un organisme privé a-t-il été consulté? Quels en sont les axes? Les garanties actuelles concernant les droits de la défense sont-elles maintenues? Les organisations syndicales ont-elles été consultées dans le cadre de cette réforme?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'assemblée précédente avait décidé de mener des discussions en commission sur des thématiques prioritaires. Le statut disciplinaire figurait parmi les priorités.

Le projet en question porte sur la définition des concepts guidant la réforme projetée du statut disciplinaire. Ces principes doivent être traduits en dispositions législatives. Le projet a été porté par mon cabinet ainsi que par mon secrétariat administratif et technique. Tout un travail préparatoire a été réalisé.

La réforme projetée repose principalement sur les axes suivants: la révision des peines et la discipline relèvent au premier titre des corps eux-mêmes avec droit d'injonction de l'autorité. La procédure pour les sanctions légères demeure au niveau local et est simplifiée. Le traitement de la discipline lourde doit être professionnalisé et confié à un organe externe avec pouvoir décisionnel.

Il s'agit d'un principe général qui doit s'appliquer, même en l'absence de texte. Il est dans l'intérêt collectif d'en définir au mieux les contours.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 40.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.32 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Ben Weyts.

De **voorzitter**: Vraag nr. 141 van mevrouw De Bue is omgezet in een schriftelijke vraag. Mevrouw Dierick is niet aanwezig om haar vraag nr. 379 te stellen.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de interventies van de federale en lokale politie in de penitentiare inrichtingen in geval van staking" (nr. 437)
- mevrouw **Carina Van Cauter** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de tussenkomst van de politie bij stakingen in gevangenissen" (nr. 582)

01.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De jongste weken hebben de sociale acties in de gevangenissen zich nog uitgebreid, waardoor er herhaaldelijk een beroep diende te worden gedaan op de politie om er de taken van de cipiers over te nemen. Ook wanneer de gevangenen protestacties organiseren, moet de politie ingrijpen. Het is een vicieuze cirkel die veroorzaakt wordt door het chronisch personeelstekort, dat op zijn beurt leidt tot opstanden van de gevangenen, die deze agenten des te moeilijker de kop kunnen indrukken, daar ze niet

talrijk genoeg zijn.

Organiseert uw departement een specifieke opleiding voor de politieagenten die dergelijke taken moeten uitvoeren? Komen de rechten van de gevangenen en de bemiddelings technieken daarin aan bod? Wordt hun optreden geëvalueerd? Welke opdrachten hadden de politieambtenaren gekregen die onlangs in Doornik, Bergen en Nijvel dienden in te grijpen? Hoe verloopt de samenwerking tussen hen en de directies van de betrokken gevangenissen?

01.02 Carina Van Cauter (Open Vld): Werkt dit protocol? Is er een daling van de politie-interventies in de gevangenissen? Ik heb alvast de indruk dat de vakbondsacties zich blijven opstapelen en dat het protocol dus faalt. Als die indruk klopt, moeten er dan geen strengere regelgeving en een minimale dienstverlening komen?

01.03 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Wanneer er in gevangenissen wordt gestaakt, moet de politie er de veiligheid verzekeren. Het is dus niet de bedoeling het politiepersoneel op te leiden tot gevangenisbewaarder. Wel moeten de politieagenten de fundamentele rechten van de gedetineerden in acht nemen en de deontologische regels die ze tijdens de opleiding leerden, in praktijk brengen. Als gevolg van de incidenten die zich in 2009 voordeden, vroeg ik het Comité P een onderzoek uit te voeren. In een eerste rapport van 11 juni 2010 komt het Comité P tot het besluit dat de meeste politieoptredens correct verlopen. Op grond van dit rapport kunnen de nodige evaluaties worden gemaakt. De politieoptredens waarop u alludeert vinden hun grondslag in artikel 23, derde lid, van de wet op het politieambt, in de artikelen 61 en 62 van de wet op de geïntegreerde politie en in de omzendbrief MFO-1 van de minister van Justitie.

Wat de samenwerking met de directie van de gevangenisinrichting betreft, beschikt elke gevangenis over interventieplannen voor de politie.

Die plannen worden bijgewerkt in overleg met de gevangenisdirectie en de lokale politie.

(Nederlands) De stakingen in de gevangenissen leggen een zware belasting op de politie. Daarom heeft de minister van Justitie al initiatieven genomen. Het protocol inzake conflictbeheersing van 19 april 2010 tussen die minister en de vakbonden heeft echter al meermaals gefaald. Wilde stakingen blijven uitbreken, het sociaal klimaat lijkt niet te beteren.

Een grote inzet van politiemensen blijft dus nodig: in oktober alleen waren dat er 2.716, samen goed voor 27.000 gepresteerde uren. Ik bezorg de commissie een tabel van alle politieversterkingen tijdens de voorbije jaren. Daaruit zal men kunnen afleiden dat dit stilaan dramatische proporties aanneemt: 112 interventiedagen in 2010.

Dat weegt natuurlijk op de basiszorg van de politie, zeker als er ondertussen ook nog Europese topvergaderingen zijn. Ik blijf erbij dat er een beter evenwicht moet worden gezocht tussen het stakingsrecht van de cipers en de organisatie van de gewone diensten binnen de gevangenissen.

Ik pleit daarom voor een afdwingbare structurele maatregel. Aangezien het protocol onvoldoende werkt, lijkt de minimale dienstverlening, zoals die ook bestaat in de ziekenhuizen en bij de politiediensten, me de enige oplossing.

01.04 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Uw ongerustheid wordt ook gedeeld door de cipers en de politieagenten.

De volgende regering zal de hele problematiek van het 'gevangeniswezen' krachtig moeten aanpakken.

01.05 Carina Van Cauter (Open Vld): De cijfers spreken voor zich. Onze vrees wordt bewaarheid: het protocol werkt niet. Er is nu dringend nood aan een wetgevend initiatief. Onze fractie zal daartoe stappen ondernemen.

01.06 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Ter aanvulling: tussen 1 en 22 oktober zijn er evenveel interventies nodig geweest als over het hele jaar 2009.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Dierick is niet aanwezig. Haar vraag nr. 379 werd reeds uitgesteld. Bijgevolg vervalt die vraag. Ze is ook niet aanwezig om haar vraag nr. 445 te stellen. De heer Logghe is er niet voor zijn vraag nr. 470.

02 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Siegfried Bracke** aan de minister van Justitie over "de recent gepubliceerde cijfers in verband met winkeldiefstal in België" (nr. 460)
- de heer **Peter Logghe** aan de minister van Justitie over "de voor 842 miljoen euro koopwaar die dit jaar werd gestolen" (nr. 470)

02.01 **Siegfried Bracke** (N-VA): Volgens een Brits internationaal instituut is België samen met Luxemburg de West-Europese recordhouder wat het aantal winkeldiefstallen betreft. De politie en het parket besteden daaraan eerder weinig aandacht, wat dan weer tot weinig aangiften leidt. Dat laatste zorgt er dan weer voor dat het probleem geen kans maakt om prioritair te worden. Het gaat dus om een perfecte vicieuze cirkel.

Wat kan de minister doen om deze vicieuze cirkel te doorbreken? Hoe kan de aangifte vereenvoudigd worden via police-on-web? Is het niet aangewezen om extra politie in te zetten tijdens belangrijke shopping-momenten? Kan er in het vervolgingsbeleid prioriteit aan dit probleem worden gegeven? De Nederlandse aanpak toont aan dat het vervolgen van kleine vergrijpen positieve effecten heeft.

02.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De studie waarnaar de heer Bracke verwijst, wordt gefinancierd en gepubliceerd door Checkpoint Systems, dat bewakingssystemen verkoopt. Een meer betrouwbare bron van cijfers is de vzw Preventie en Veiligheid, die geregeld statistieken maakt en daartoe cijfers krijgt van de grote winkelketens. Die vzw stelt de laatste jaren een lichte daling qua winkeldiefstallen vast. Het aantal aangiftes is gestegen, wat erop zou kunnen wijzen dat de aangiftebereidheid niet afneemt.

Elke aangifte is belangrijk om de problematiek in kaart te kunnen brengen. Daarom hebben we vorig jaar een campagne gehouden waarin we gratis kaartlezers hebben verdeeld om winkeliers van achter hun toonbank aangifte te kunnen laten doen.

In het Nationaal Veiligheidsplan worden de prioriteiten in samenwerking met de FOD Justitie bepaald op basis van de omvang en de impact van een bepaald fenomeen. Precies daarom zijn aangiftes cruciaal. Wat niet in de statistieken staat, schijnt het nooit tot prioriteit in het Nationaal Veiligheidsplan.

Voor de winkeldiefstallen met bekende dader worden de gestandaardiseerde vaststellingsformulieren van de vzw Preventie en Veiligheid gebruikt. Ik heb de vzw gevraagd om afspraken te maken met politie, parket, zodat alle vaststellingen terecht komen in de gegevensdatabank van de politie.

In samenwerking met zelfstandigenorganisaties voeren wij al een paar jaar een geïntegreerd veiligheidsbeleid om het fenomeen van de winkeldiefstallen te bestrijden. Een politionele aanpak is niet de enige en niet altijd de beste weg om winkeldiefstallen terug te dringen. Daarom is er reeds een aantal jaren een werkgroep actief in samenwerking met alle zelfstandigenorganisaties, met de vzw Preventie en Veiligheid, met Fedis, met de politie en met het parket.

In een eerste fase werd er een analyse gemaakt van het probleem en werden nieuwe maatregelen genomen of oude aangescherpt. De samenwerking is heel concreet en gaat vaak over details die het verschil kunnen maken.

Zoals de vorige jaren zullen we ook dit jaar een rondzendbrief aan de politiezones bezorgen met de vraag om in de drukke eindejaarsperiode extra politietoezicht in de winkelstraten te verzorgen.

Ik geef ook het antwoord van de minister van Justitie over het vervolgingsbeleid bij winkeldiefstallen. Uit een bevraging bij de parketten in 2006 bleek dat alle arrondissementen op systematische, gepaste en vrij eenvormige wijze gevolg geven aan winkeldiefstallen. Binnen het expertisenetwerk strafrechtelijk beleid en strafrechtspleging wordt aan een richtlijn gewerkt over de toepassing van de minnelijke schikking, met name het vervallen van de strafvervolgning bij het betalen van een boete. De richtlijn is al besproken binnen het ressortelijk overleg van de procureurs-generaal met de procureurs des Konings, waar ook *best practices* in de afhandelingswijze werden besproken. Binnen dit netwerk loopt ook een onderzoek naar een richtlijn algemeen strafrechtelijk beleid voor de meest voorkomende misdrijfvormen.

02.03 Siegfried Bracke (N-VA): Eigenlijk is men goed bezig. Politie en het vervolgingsbeleid werken. Ik vind het wel vreemd dat de media blijkbaar niet weten dat men er zo hard mee bezig is.

02.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Goed nieuws is niet altijd nieuws voor journalisten!

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 379 van mevrouw Dierick wordt ingetrokken. Haar vraag nr. 445 wordt uitgesteld.

03 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de financiering van de politieke partijen en het begrip 'gift'" (nr. 485)

03.01 André Frédéric (PS): De financiering van de politieke partijen wordt geregeld door de wet van 4 juli 1989, die het volgende bepaalt: "Alleen natuurlijke personen kunnen giften doen aan politieke partijen (en hun componenten), lijsten, kandidaten en politieke mandatarissen. (...) De prestaties die rechtspersonen (natuurlijke personen) of feitelijke verenigingen kosteloos of onder de reële prijs verlenen, worden (...) met giften gelijkgesteld."

Welnu, in sommige gemeenten kunnen politieke groeperingen niet worden onderscheiden van verenigingen of ondernemingen waarvan het maatschappelijk doel niets te maken heeft met politieke actie of verkiezingspropaganda. Publiciteit voor de ene betekent dus automatisch publiciteit voor de andere.

Kan men ervan uitgaan, gelet op de wet betreffende de financiering van de politieke partijen, dat het verwarren van een private instelling en een politieke groepering zoveel betekent als een gift van een rechtspersoon aan een politieke partij? Zult u de wetgeving aanpassen teneinde zulke praktijken te verbieden?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De wet van 4 juli 1989 bevat geen specifieke regeling met betrekking tot het ter beschikking stellen van het uithangbord van een bedrijf-rechtspersoon voor politieke doeleinden.

In de parlementaire praktijk worden de interpretatie en de voorstellen tot wijziging van die wet van 4 juli 1989 gewoonlijk overgelaten aan de controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de boekhouding van de politieke partijen. Ik stel voor dat u die commissie vraagt het probleem te onderzoeken en, indien nodig, de vereiste wetswijzigingen aan het Parlement voor te stellen.

03.03 André Frédéric (PS): Aangezien ik zelf lid ben van die commissie, zal ik daar werk van maken.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Franco Seminara aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het incident in de kerncentrale van Tihange en de informatieverstrekking aan de bevolking" (nr. 486)

04.01 Franco Seminara (PS): Het jongste incident in de kerncentrale te Tihange maakte nogmaals duidelijk welke risico's er verbonden zijn aan de productie van kernenergie.

Voorzitter: André Frédéric.

Welke veiligheidsmaatregelen worden er genomen om het hoofd te bieden aan een nucleair incident?

Welke procedures moeten de lokale overheden volgen?

Welke informatie wordt aan de omwonenden van nucleaire sites verstrekt?

04.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Het incident vond plaats op 15 oktober in de ruimte waar de turbines van de derde eenheid van de centrale zich bevinden, op het ogenblik dat deze stilgelegd was voor het uitvoeren van controles. Er is geen enkel verband met de nucleaire activiteiten van de centrale. De cijfers van de kernindustrie inzake werkongevallen zijn in vergelijking met andere sectoren zeer goed.

Volgens het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle had dit incident geen gevolgen voor de nucleaire veiligheid. Het kreeg dus geen klassering op de INES-schaal.

Voorzitter: Ben Weyts.

Het intern rampenplan van de centrale werd in werking gesteld, maar niet het nucleair noodplan waarin het koninklijk besluit van 17 oktober 2003 voorziet. Wanneer dit plan in werking wordt gesteld, worden de betrokken lokale besturen daarvan op de hoogte gebracht. Dergelijke incidenten worden ook altijd aan de federale overheid meegedeeld.

Elk nucleair incident wordt ingeschaald op het niveau INES 1 of hoger op de INES-schaal. In dat geval wordt er automatisch een persbericht verspreid en wordt melding van een en ander gemaakt op de website van het FANC. Het is de taak van de exploitant om de lokale bevolking regelmatig van het verloop van de toestand op de hoogte te brengen.

Er wordt een nieuwe grootschalige informatiecampagne voorbereid. In het kader daarvan zullen er tijdens het eerste semester 2011 jodiumtabletten onder de bevolking worden verdeeld.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Eric Thiébaud aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de samenwerkingsovereenkomsten met het oog op de verbetering van de veiligheid in en rond de stations" (nr. 507)**

05.01 **Éric Thiébaud** (PS): Volgens de woordvoerder van de NMBS-Groep werden er 39 samenwerkingssakkoorden (om de veiligheid in en rond de stations te verbeteren) gesloten sinds 2009, en zitten er een tiental andere in de pijplijn. De partners die aan die samenwerking deelnemen zijn de veiligheidsdiensten van de NMBS, de lokale en federale politie en het parket, aangevuld met de lokale en gemeenschapsoverheden en andere actoren zoals De Lijn en de TEC.

Wat behelzen de samenwerkingssakkoorden in de praktijk? Gelden ze voor het hele Belgische spoorwegnet?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): In 2009 bestelde de FOD Binnenlandse Zaken een onderzoeksprogramma betreffende de veiligheid bij het openbaar vervoer, met de bedoeling alle in de stations actieve veiligheidsactoren in kaart te brengen, de verschillende samenwerkingverbanden te analyseren en een ideaal samenwerkingsmodel te ontwikkelen.

Het samenwerkingsmodel van het onderzoeksteam vormde het uitgangspunt voor het samenwerkingsmodel van de NMBS. Tal van maatregelen zijn vastgelegd in de protocolakkoorden die de NMBS op lokaal niveau sluit (politieoptreden bij incidenten, dringende maatregelen bij trein- en verkeersongevallen, preventieve bewaking, samenwerking met de interne bewakingsdienst).

Voor nadere informatie verwijs ik u naar mijn collega van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven.

05.03 **Éric Thiébaud** (PS): Ik kan u, als voorzitter van een politiezone, verzekeren dat niet alle politiezones gecontacteerd werden door de spoorwegen.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik van de Taser door de gespecialiseerde eenheden van de lokale politie" (nr. 529)**

06.01 **Damien Thiéry** (MR) (*Nederlands*): Ik start altijd in het Nederlands en ga daarna door in het Frans. Ik probeer kort te zijn.

(*Frans*) Volgens persberichten bent u van plan om de gespecialiseerde teams van de lokale politiezones met stroomstootwapens (Tasers) uit te rusten.

In een studie die in 2009 door de Groupe d'étude des systèmes à létalité réduite werd gepubliceerd, vinden we enerzijds de aanbeveling om de aanschaf van dit soort wapens door de ordediensten in het algemeen te vermijden; anderzijds wordt wel aanbevolen de aankoop en het gebruik ervan toe te staan voor de gespecialiseerde eenheden van de lokale politie, te zorgen voor een gedegen opleiding en voor een omkadering door een opvolgingscommissie.

Het Europees Comité inzake de voorkoming van folteringen van de Raad van Europa vraagt dat er werk zou worden gemaakt van een strenge regelgeving die het gebruik van dit soort wapens zou beperken tot gevallen waarin zulks strikt noodzakelijk is, dit wil zeggen wanneer er sprake is van een reële en onmiddellijke levensbedreigende situatie of wanneer het duidelijk is dat iemand ernstig gewond dreigt te raken. Ze mogen dus niet worden gebruikt met de enige bedoeling een bevel te doen opvolgen. Bovendien zouden ze uitsluitend mogen worden gebruikt wanneer andere minder dwingende middelen hun doel niet bereiken óf niet kunnen worden gebruikt.

Heeft de commissie Bewapening van de politie in dit verband al een gemotiveerd advies uitgebracht? Kan die commissie worden belast met de omkadering zoals door de Groupe d'étude des systèmes à létalité réduite wordt gevraagd?

06.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Ik overweeg inderdaad een beperkte uitbreiding van het gebruik van de Taser, namelijk voor 200 van de 35.000 politieagenten (0,6 procent) en alleen op aanvraag van de zones. De machtigingsvoorwaarden zullen zeer streng zijn, zowel wat betreft de omstandigheden waarin het wapen mag worden gebruikt, de opleiding (die bij ons langer zal duren dan in de andere landen), de individuele ministeriële toelating als de registratie en evaluatie van ieder gebruik. De commissie Bewapening zal voor de omkadering zorgen en een omstandig advies uitbrengen voor iedere aanvraag uit een zone.

We zullen nagaan op welk niveau de maatregelen zullen moeten worden genomen: een wet of een regelgevende tekst, met name voor de maximale duur van de stroomstoot.

06.03 **Damien Thiéry** (MR): Kunnen de diensten van de minister het rapport van de Raad van Europa over de Taser nalezen, om er zeker van te zijn dat we op dezelfde golflengte blijven?

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de invoering van een stelsel van functionele verloning bij de politie" (nr. 554)**

07.01 **Myriam Delacroix-Rolin** (cdH): In zijn verslag van 28 mei 2009 heeft de Federale Politieraad gesteld dat er zorgvuldig dient te worden nagedacht over een functioneel bezoldigingssysteem, zowel voor het operationeel kader als voor de administratieve en logistieke kaders. Het zou de bedoeling zijn een vergoeding in te voeren voor elke uitgeoefende functie op grond van de activiteiten die elke politieambtenaar uitoefent, en van zijn effectieve bijdrage tot de werking van de organisatie. Dankzij dit systeem zou men het oneerlijk criterium van de graad kunnen afschaffen en het kunnen vervangen door dat van prestatie. Op die

wijze zou men ten slotte de lange lijst van uitkeringen en vergoedingen kunnen beperken tot enkele weddesupplementen.

Werden er al maatregelen goedgekeurd om een functioneel bezoldigingssysteem in te voeren? Er werd een functioneel bezoldigingssysteem ingevoerd voor het CAlLog-personeel van niveau A. Zal dit systeem uitgebreid worden tot alle CAlLog-personeelsleden? Zal de invoering van een dergelijk systeem extra uitgaven meebrengen voor de federale en lokale budgetten? Wanneer zal dit nieuw systeem geïmplementeerd worden?

07.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Het opzetten van een systeem van functionele verloning is een delicate kwestie waarover goed moet worden nagedacht. Het probleem hangt nauw samen met het strategisch ontwerp betreffende de vorming en het competentie management van de geïntegreerde politie. Wanneer alle uitgangspunten gekend zullen zijn zal het gemakkelijker zijn om een systeem van functionele verloning op punt te stellen dat stoelt op een globale aanpak van de functies binnen de lokale en federale politie.

Het wegingsysteem van de CAlLog-functies van niveau A kan niet worden toegepast op de andere niveau's en zeker niet op het operationeel kader. De evaluatie van dat systeem is bijna voltooid.

Wat de termijn voor de invoering van het systeem van functionele verloning en de kostprijs ervan betreft zult u wel begrijpen dat dit een dossier van lange adem is dat natuurlijk een weerslag zal hebben op begrotingsvlak.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de politieopleiding" (nr. 555)**

08.01 **Myriam Delacroix-Rolin** (cdH): Er kunnen nog verscheidene kritische bedenkingen worden geformuleerd ten aanzien van de politieopleiding. In het verslag van de Federale Politieraad worden enkele punten van kritiek opgesomd.

Een van de principes inzake opleiding die in de beleidsnota van 13 november 2009 worden uiteengezet, heeft betrekking op de implementatie van de maatregelen uit het koninklijk besluit van 6 april 2008 over de kwaliteitsstandaarden en pedagogische- en omkaderingsnormen van de politieschool.

Werden of worden er concrete maatregelen goedgekeurd om de kwaliteit van de docenten te evalueren? Welke maatregelen worden er genomen om toe te zien op het behoud van die kwaliteit? Welke maatregelen zal men nemen om de door de verschillende politiescholen aangeboden opleidingen te uniformeren? Denkt u eraan minimumkwaliteitsnormen te definiëren? Denkt u eraan identieke syllabi op te stellen voor alle politiescholen? Werden de opleidingen aangepast om meer kennis van het strafrecht en strafprocesrecht bij te brengen? Kunt u ons ten slotte meedelen of er momenteel maatregelen ter studie liggen om de kosten van de opleidingen te drukken?

08.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Niet alleen volgen de docenten pedagogische en didactische opleidingen, de meeste scholen vragen ook aan de studenten om een evaluatieformulier met betrekking tot de opleiding in te vullen. Op grond van de resultaten van die evaluatie kunnen er indien nodig aanpassingen gebeuren.

De jongste jaren werden er maatregelen genomen om de opleidingen te uniformeren. Eerst en vooral heeft de Directie van de opleiding van de Belgische politie verscheidene referentiebrochures opgesteld. Voorts bestudeert de werkgroep 'basisopleiding' momenteel de opleidingsprogramma's teneinde er diverse aspecten van te uniformeren. Bovendien werd er eind 2009 een test georganiseerd die de kennis van de aspirant-inspecteurs bij het afronden van de opleiding moest beoordelen. Daaruit is gebleken dat de resultaten van de diverse scholen dicht bij elkaar liggen.

Momenteel werkt de Directie van de opleiding aan een praktijkgericht handboek strafrecht.

Tot slot ziet de cel Kwaliteitsbewaking van de federale politie erop toe dat de minimale kwaliteitsnormen worden nageleefd.

Een werkgroep werd belast met het formuleren van concrete voorstellen met betrekking tot de financiering.

08.03 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): U heeft niet geantwoord op mijn vraag over de vermindering van de kosten van de opleidingen, die verschild afhankelijk van de politieschool.

08.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Dat hangt af van de bedragen die de provincie aan de politiescholen toekent.

08.05 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Ik hoop dat er een uniformering komt, zodat alle politiezones over dezelfde mogelijkheden beschikken.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de richtlijnen van de federale regering in het kader van de opmaak van de politiebegroting" (nr. 556)

09.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Naar aanleiding van de begrotingscontrole van 20 en 21 maart 2010 heeft de regering beslist bijkomende middelen vrij te maken om de geïntegreerde werking van de politiediensten te verbeteren.

Hoe staat het met de werving van de 300 nieuwe politieagenten? Hoeveel zijn er afkomstig uit het leger en hoeveel zullen er extern of via mobiliteit in dienst worden genomen? Worden de nieuwe personeelsleden die afkomstig zijn uit het leger ingezet voor de bewaking van de ambassades en kabinetten, zoals oorspronkelijk was gepland? Hoeveel politieagenten werden er voor de politiezones in dienst genomen? Welke politiezones konden van deze maatregel gebruik maken?

De formatie van het veiligheidskorps dat voor de overbrenging van gedetineerden moet zorgen, is nog altijd niet ingevuld. Een van de prioriteiten bestond erin het aantal veiligheidsagenten op te trekken van 350 tot 380. Wat is de stand van zaken in dat dossier? Over hoeveel politiepersoneel beschikt de federale reserve thans? Aan welke diensten worden de kogelwerende vesten toegekend?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Er werden 200 aanwervingen gepland en 83 daarvan werden reeds aangeworven, 51 via mobiliteit en 32 via externe aanwerving. Voor de nog niet ingevulde betrekkingen werden er mobiliteits- en aanwervingsprocedures gestart die binnenkort zullen worden afgerond. Die betrekkingen zullen tegen begin 2011 vervuld zijn.

Het ministerie van Binnenlandse Zaken heeft de budgetten voor de 100 militairen ingeschreven. Defensie moet nog het nodige doen om in de – onmisbare – wettelijke grondslag te voorzien.

Het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de statutaire modaliteiten van de overheveling is klaar en kan aan de vakbonden voorgelegd worden.

Wat de aanwervingen op het niveau van de lokale politie betreft, komt de enveloppe van 7,7 miljoen euro overeen met een aanvullende capaciteit van 175 voltijdsequivalenten voor de lokale politie. Aangezien dit een periode van lopende zaken is, moet de beslissing inzake de modaliteiten en de toekenningsvoorwaarden nog genomen worden.

Uw vraag betreffende het veiligheidskorps valt onder de bevoegdheid van mijn collega van Justitie.

In verband met de algemene reserve kan ik u melden dat de DAR 553 personeelsleden telt en het

interventiekorps (CIK) 500. In het sectoraal akkoord is er vastgelegd dat alle aspirant-agenten een kogelvrij vest zullen krijgen. Er is al met de vakbonden onderhandeld over de normen dienaangaande en de openbare aanbesteding werd uitgeschreven. De aspirant-agenten die in 2011 de basisopleiding afronden, zullen dus een kogelvrij vest krijgen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het nieuwe federale financieringsmechanisme voor de politiezones" (nr. 557)

10.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Met de KUL-norm kan de politiecapaciteit over de lokale politie worden verdeeld en kan de lokale politie federale financiële steun worden toegekend. Het uitgangspunt voor de vaststelling van die norm was billijk. Maar het huidige financieringsmechanisme vertoont vele hiaten.

Een consortium van universiteiten heeft voorgesteld om af te zien van het concept van de KUL-norm en een nieuwe meer passende formule te hanteren die kadert in een functionele aanpak van de financiering van de lokale politie. Tijdens de vorige zittingsperiode had u aangegeven dat er vooraf en op objectieve wijze een minimale politiecapaciteit moest worden vastgesteld voor het uitvoeren van de basisfunctie en dat er daarbij rekening diende te worden gehouden met de omgeving waarin de lokale politie haar taak uitvoert.

Hoever staat het met de nieuwe studie over een nieuwe financieringswet? Zal de studie over de minimale politiecapaciteit voor het uitvoeren van de basisfunctie beschikbaar zijn tegen eind 2010?

10.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het wetenschappelijk onderzoek naar de operationele capaciteit die voor elke politiezone nodig is, is op 1 mei van start gegaan. De conclusies worden tegen april 2011 ingewacht.

Aanvankelijk was het de bedoeling om dat onderzoek vroeger te laten beginnen, maar een eerste oproep tot de academische wereld leidde niet tot het verhoopte resultaat.

Bovendien wenste men dat het onderzoek zou kunnen steunen op de resultaten van een ander onderzoek dat op 1 oktober 2009 van start ging, om zo een volledige inventaris van de huidige politietaken te kunnen maken.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de hervorming van het tuchtstatuut van het personeel van de politiediensten" (nr. 558)

11.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): De federale politieraad werd belast met een evaluatie van de politiehervorming, tien jaar nadat die werd ingevoerd. Één van de onderdelen van die evaluatie betreft het huidige tuchtstatuut.

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de hervorming van het tuchtstatuut? Wie is ermee belast? Werd er een privé-instelling in de arm genomen? Wat zijn de krachtlijnen van die hervorming? Zullen de bestaande waarborgen met betrekking tot de rechten van de verdediging behouden blijven? Werden de vakorganisaties in die hervorming gekend?

11.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Er werd door de vorige Assemblee beslist in de commissie een aantal prioritaire thema's te bespreken. Het tuchtstatuut was daar één van.

Dit project handelt over het vaststellen van de beginselen die ten grondslag moeten liggen aan de geplande hervorming van het tuchtstatuut. Deze beginselen moeten worden omgezet in wettelijke bepalingen. Zowel mijn kabinet als mijn administratief en technisch secretariaat speelden een stuwende rol. Er ging veel voorbereidend werk aan vooraf.

De geplande hervorming berust hoofdzakelijk op volgende pijlers: de herziening van de straffen en de tucht

zijn in de eerste plaats zaak van de korpsen zelf, met een injunctierecht van de overheid. De procedure voor lichte straffen blijft op het lokale niveau en wordt vereenvoudigd. Zware tuchtdossiers moeten worden toevertrouwd aan een gespecialiseerd, extern orgaan dat beslissingsbevoegdheid krijgt.

Het gaat om een algemeen principe dat moet worden toegepast, zelfs bij gebreke aan geschreven bron. In het algemeen belang dienen de contouren zo nauwkeurig mogelijk beschreven te worden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.40 uur.